France 3 Corse Via Stella
La direction dit… vague

Depuis près de deux ans, notre activité se trouve fortement perturbée par la crise sanitaire. Au-delà des conditions de travail qui ont volé en éclat, nos savoir-faire sont eux aussi mis en péril. La crise devient cyclique. Elle nous confronte à des vagues successives, sans savoir combien vont encore s'abattre. Et quelles seront les séquelles pour l'entreprise.

Au fil de directives nationales devenues le balancier de nos vies privées et professionnelles, nous avons eu à nous adapter à toutes sortes de contraintes, souvent dans la précipitation. A tous les étages, de nouveaux types d'organisations se sont imposés. Dans nos deux stations, sur le terrain et par le télétravail, ces différents dispositifs ont réclamé l'implication de toutes et tous. Avec des réussites mais aussi des tensions exacerbées. Notre faculté à nous adapter est forte, mais c'est au prix d'un effort qui use et nous met dangereusement à l'épreuve du temps.

Cette marche forcée sert irrémédiablement de révélateur à toutes sortes de difficultés connues, identifiées par nos OS et qui n'ont pas évolué. Certaines situations ne sont plus concevables.

A ce qui relève d'une inquiétante incapacité à agir, se rajoute désormais le bond des contaminations dans notre effectif. En espérant d'abord que chacune et chacun se rétablisse, nous devons impérativement nous interroger sur ce qui doit prévaloir à ce stade. Et ce n'est pas la mesure inique qu'entend appliquer la direction !

Comment France 3 peut-elle accepter d'être le seul média audiovisuel de France mis hors-jeu par sa direction nationale dépassée par la situation ? Ordre de s'en tenir à un minimum d'actualité, le reste de notre activité devant attendre des statistiques meilleures… On peut aller chez le coiffeur, mais ne pas être invité dans nos studios. Cette réduction de nos activités se fait dans le mépris total de tous, journalistes, techniciens, administratifs et producteurs, producteurs externes, CDD. Quel respect pour leur engagement au quotidien ? Quel avenir pour leurs métiers, pour leurs missions ? Quel avenir pour l'économie générée en Corse par Via Stella ?

Bien que maintenue, l'offre d'information se retrouve « dégradée » avec des journaux réduits et l'on peut aussi s'interroger quant à la cohérence éditoriale, notamment sur VIA STELLA qui propose juste avant le Corsica sera des éditions toutes régions qui s'apparentent à un comblement d'antenne.

Au regard d'un tel aveuglement, on peut redouter que le «baisser de rideau » ne devienne la solution à tout. Y compris pour solutionner définitivement l'équation du service public de télévision. Nous refusons d'être le média Crash Test de FTV. Nous refusons d'affronter chaque regain de pandémie sans concertation ni considération pour notre travail et nos téléspectateurs. Nous réclamons la transparence quant aux mesures devant impacter profondément Via Stella. Ainsi que des informations précises quand la situation le nécessite.

Comment protéger les salariés quand on ne les informe pas des contaminations intervenues sur nos sites ? Nous retiendrons l'exemple du mois de décembre, des salariés testés positifs après plusieurs jours de travail à la station. Aucune information ni mise en garde n'a suivi.

Certes la situation est imprévisible. Il faudra de toute manière encore contenir le risque sanitaire pour les équipes et les invités, s'adapter continuellement afin de répondre aux attentes de celles et ceux qui nous regardent.

Soyons bien conscients que nos missions fondatrices de service public doivent être plus que jamais défendues : donner du sens aux évènements, fixer la mémoire collective et aussi interroger cette époque de profonde tension, qui aura vu chanceler bien de nos certitudes.

En concertation avec l'ensemble des services et les partenaires sociaux, nous demandons à la Direction territoriale de chaine de plein exercice de prendre ses responsabilités, de corriger ce manquement afin de proposer un retour progressif vers une activité normalisée tout en tenant compte de la situation de crise sanitaire.

Ajaccio, le 13 janvier 2021